



Toulouse le 8 mars 2025

Objet : Actualités sociales

La Dépêche 25 février 2025 : Le Sénat a approuvé le projet de budget pour la Sécurité Sociale. Le déficit devrait s'aggraver dans les années qui viennent. Les dépenses de santé sont plus élevées que prévu initialement (3,4% contre 2,8% envisagés, soit 265,9 milliards d'euros) = hôpitaux + 1 milliards d'euros, triplement du fond d'urgence pour les EHPAD (de 100 à 300 millions d'euros), prévisions de recettes revues à la baisse. Le gouvernement a renoncé à augmenter le ticket modérateur (moins 500 millions de recettes), il a renoncé de demander aux actifs de travailler gratuitement sept heures de plus par an pour financer la perte d'autonomie, enfin, il a renoncé au décalage de la désindexation des retraites. En conséquence, le déficit passe de 16 à 22 milliards d'euros. Selon la Cour des Comptes la nouvelle dette sociale atteindrait 100 milliards d'euros en 2028.

La Montagne 28 février 2025 : Le syndicat Force Ouvrière a décidé hier de quitter la table des concertations sur les retraites « pour nous c'est terminé ...Nous ne participerons pas à cette mascarade où on veut nous faire dire qu'effectivement la seule solution, c'est d'allonger la durée du travail pour les salariés de ce pays ».

Le Quotidien du Médecin 25 février 2025 : Un rapport de la DREES montre que les décès par suicide sont en hausse chez les plus de 85 ans, catégorie d'âge la plus touchée.

Aujourd'hui En France 28 février 2025 : Alors que François Bayrou a fait le deuil d'un accord syndical global, il pense toujours que les partenaires sociaux peuvent toper sur des avancées partielles telles que la pénibilité ou la retraite des femmes. Mais en cas de « blocage », « le référendum est une issue » assure-t-il au Figaro, ce jeudi.

La Dépêche du 1^{er} mars 2025 : Éric Coquerel, Député Insoumis, veut un référendum mais sur l'abrogation de la réforme des retraites de 2023. Selon lui, le Premier Ministre veut revenir sur « le système par répartition, sans toucher au partage de la richesse ». De son côté, la CGT appelle à la mobilisation « pour gagner l'abrogation de la réforme, le 8 mars, journée internationale de lutte pour le droit des femmes. Elle appelle également à rejoindre des cortèges le 20 mars « avec les organisations de retraités ».

6 Médias 27 février 2025 : Selon un sondage ELABE pour BFMTV, près de 6 français sur 10 sont pour introduire une part de capitalisation dans le système de retraite par répartition. Cette opinion est majoritaire dans toutes les catégories socio professionnelles, particulièrement chez les cadres (68%) et les retraités (69%).

Selon Mathieu Plane, économiste à l'OFCE, la capitalisation « ne résout pas le problème du déficit du Régime Général)

AFP 26 février 2025 : Le gouvernement prévoit toujours de scinder en deux le projet de loi sur la fin de vie mais les deux textes feront l'objet d'un vote en même temps. Ce vote aura lieu fin mai.

La Montagne 27 février 2025 : Pour la première fois syndicats et patronat ont la main sur la réforme des retraites. Astrid Panosyan – Bouvet juge « nécessaire » de « travailler plus longtemps, notamment pour augmenter le taux d'emploi des seniors ». Laurent Saint Martin, ex ministre du budget considère que revenir sur l'âge de départ à 64 ans pourrait être « une erreur très grave ». Le MEDEF a fait de 64 ans, un seuil « à minima ». La CFDT attend un « bougé » et la CGT est pour « l'abrogation » de la réforme. Pour la CFE – CGC, les retraites c'est du partage à la valeur, du partage des richesses créées. Sophie Binet « aujourd'hui les pensions des femmes sont inférieures de plus de 30% à celles des hommes, c'est un écart faramineux. Gagner le combat de l'égalité salariale, c'est aussi gagner de meilleurs droits à la retraite pour les femmes.

La Dépêche 3 mars 2025 : Le premier ministre a choisi de diviser la réforme sur la fin de vie en deux textes distincts. D'un côté les soins palliatifs, « un devoir imprescriptible », de l'autre l'aide active à mourir, attendue par une partie des Français.

Sur le dossier des retraites, François Bayrou a déjà donné la direction avec l'idée d'une « incitation pour ceux qui le veulent à travailler plus », avec un modèle de départs à la carte : « je pars plus tôt avec moins, je pars plus tard avec plus ».

Francis De Block